

GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG

**COUR ADMINISTRATIVE**

Numéro du rôle : 21978 C

Inscrit le 3 octobre 2006

---

**Audience publique du 30 janvier 2007**

**Recours formé par l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg, représenté par son ministre des Finances, dirigé contre un jugement du tribunal administratif rendu dans l'affaire ayant opposé .... et .... à des bulletins d'impôt émis par le bureau d'imposition ... en matière d'impôts**

**- Appel -  
(jugement entrepris du 23 août 2006, n° 20706 du rôle)**

---

Vu la requête d'appel inscrite sous le numéro 21978C du rôle et déposée au greffe de la Cour administrative le 3 octobre 2006 par Monsieur le délégué du Gouvernement Gilles Roth, agissant en nom et pour compte de l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg, sur base d'un mandat lui conféré par le Ministre des Finances en date du 29 septembre 2006, dirigée contre un jugement rendu par le tribunal administratif en matière d'impôts le 23 août 2006 et dont le dispositif est repris ci-après, à la requête ..., ..., et de ..., sans état connu, demeurant ensemble à L-..., tendant à la réformation, sinon à l'annulation d'un bulletin de l'impôt sur le revenu de l'année 1999 du 1<sup>er</sup> mars 2002, des bulletins de l'impôt sur le revenu des années 2000 et 2001 du 29 septembre 2004, du bulletin de fixation des avances de l'impôt sur le revenu pour l'année 2002 du 25 février 2002, du bulletin de l'impôt commercial communal de l'année 1999 du 1<sup>er</sup> mars 2002, des bulletins de l'impôt commercial communal des années 2000 et 2001 du 29 septembre 2004 et du bulletin de fixation des avances de l'impôt commercial communal à partir du 2<sup>e</sup> trimestre de l'année 2002 du 25 février 2002;

Vu la notification de ladite requête d'appel par voie postale aux époux intimés Johannes ...et ... en date du 4 octobre 2006;

Vu les pièces versées en cause et notamment le jugement entrepris ;

Le conseiller rapporteur entendu en son rapport et le délégué du Gouvernement Gilles Roth en ses plaidoiries à l'audience publique du 16 janvier 2007.

---

Par requête, inscrite sous le numéro 20706 du rôle, déposée le 25 novembre 2005 au greffe du tribunal administratif par Maître Marianne GOEBEL, avocat à la Cour, inscrite au tableau de

l'Ordre des avocats à Luxembourg, ... et son épouse ..., demeurant ensemble à L-..., ont demandé la réformation sinon l'annulation

- d'un bulletin de l'impôt sur le revenu de l'année 1999 du 1<sup>er</sup> mars 2002,
- des bulletins de l'impôt sur le revenu des années 2000 et 2001 du 29 septembre 2004,
- du bulletin de fixation des avances de l'impôt sur le revenu pour l'année 2002 du 25 février 2002,
- du bulletin de l'impôt commercial communal de l'année 1999 du 1<sup>er</sup> mars 2002,
- des bulletins de l'impôt commercial communal des années 2000 et 2001 du 29 septembre 2004,
- du bulletin de fixation des avances de l'impôt commercial communal à partir du 2<sup>e</sup> trimestre de l'année 2002 du 25 février 2002.

Le tribunal administratif, statuant à l'égard de toutes les parties en date du 23 août 2006 a décidé ce qui suit :

*déclare le recours irrecevable pour autant qu'introduit au nom de Madame ..., reçoit le recours principal en réformation en la forme pour autant qu'introduit au nom de Monsieur ...,*

*au fond, le déclare justifié, partant,*

*- par réformation des trois bulletins de l'impôt sur le revenu déferés relatifs aux années d'imposition 1999, 2000 et 2001, dit que les bénéfices commerciaux y respectivement retenus sont à omettre des bases d'imposition et que les revenus annuels effectifs dégagés par l'activité professionnelle indépendante du demandeur sont seulement à prendre en compte, conformément à l'article 134 LIR, pour la fixation du taux d'impôt applicable aux autres revenus imposables au Luxembourg,*

*- par réformation du bulletin critiqué de fixation des avances de l'impôt sur le revenu pour l'année 2002 du 25 février 2002, dit que le montant des avances trimestrielles est à fixer au quart de l'impôt qui, après imputation des retenues à la source, résulte de l'imposition du chef de l'année 2001 à déterminer par le bureau d'imposition en tenant compte de la réformation ci-avant définie,*

*- par réformation des bulletins de l'impôt commercial communal critiqués relatifs aux années d'imposition 1999, 2000 et 2001, dit que le demandeur n'est pas assujéti à l'impôt commercial communal du chef de ces années d'imposition,*

*- par réformation du bulletin critiqué de fixation des avances de l'impôt commercial communal, dit qu'aucune avance n'est due par le demandeur,*

*renvoie l'affaire devant le directeur de l'administration des Contributions directes en vue de sa transmission au bureau d'imposition pour exécution,*

*déclare le recours subsidiaire en annulation introduit par Monsieur ... irrecevable,*

Fort d'un mandat du ministre des Finances du 29 septembre 2006, le délégué du Gouvernement Gilles Roth a déposé une requête d'appel au greffe de la Cour administrative en date du 3 octobre 2006.

D'après la partie appelante, le recours initial aurait dû être déclaré irrecevable alors qu'avant le dépôt du recours en date du 25 novembre 2005, le directeur aurait pris en date du 21 novembre 2005 une décision sur cette réclamation.

Par ailleurs il résulterait des renseignements obtenus de la part des autorités fiscales belges et néerlandaises que la partie intimée n'était pas enregistrée dans ces Etats pour l'impôt sur le revenu pour les exercices concernés de sorte que les premiers juges auraient retenu à tort que

le requérant initial aurait disposé d'une base fixe aux Pays Bas, ôtant de ce fait le droit d'imposition au Luxembourg.

L'analyse du dossier qui a été soumis à la Cour par le délégué du Gouvernement et dont le contenu n'a pas été contesté par la partie ..., à défaut de constituer avocat et de fournir une réponse dans le délai légal, fait apparaître que le directeur des Contributions a effectivement pris une décision sur la réclamation (soumise le 4 octobre 2004) en date du 21 novembre 2006, transmise par ailleurs à la même date par voie recommandée au réclamant, étant entendu que cet élément n'avait pas été communiqué à l'appréciation des premiers juges au vu d'une communication perfectible entre l'administration concernée et le délégué du Gouvernement censé la représenter devant les juridictions administratives.

Il résulte de ces éléments que la requête déposée en date du 25 novembre 2005 est à déclarer irrecevable de sorte que le jugement du 23 août 2006 est à réformer en ce sens.

### **Par ces motifs**

la Cour, statuant à l'égard de toutes les parties en cause et sur le rapport de son conseiller,

reçoit l'acte d'appel du 3 octobre 2006,

le déclare également fondé,

**par réformation** du jugement du 23 août 2006 déclare la requête déposée le 25 novembre 2005 au greffe du tribunal administratif irrecevable,

condamne la partie intimée aux dépens des deux instances.

Ainsi délibéré et jugé par

Jean Mathias Goerens, vice-président  
Marc Feyereisen, conseiller, rapporteur  
Henri Campill, conseiller

et lu par le vice-président Jean Mathias Goerens en l'audience publique au local ordinaire des audiences de la Cour à la date indiquée en tête en présence du greffier de la Cour Anne-Marie Wiltzius.

le greffier

le vice-président